

PLAN D'ACTION POUR L'ECOLE DANS LES HAUTES-PYRENEES 2021-2024

LES PARTENAIRES SIGNATAIRES :

Monsieur le Recteur de l'Académie de Toulouse,

Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées,

**Monsieur l'Inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale
des Hautes-Pyrénées,**

Mesdames les Sénatrices des Hautes-Pyrénées,

Madame et Monsieur les Députés des Hautes-Pyrénées

Monsieur le Président du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées,

Madame la Présidente de l'association départementale des maires de France des Hautes-Pyrénées,

Monsieur le Président de l'association départementale des maires ruraux des Hautes-Pyrénées

Messieurs les présidents des communautés de communes des Hautes-Pyrénées

Monsieur le président du SIMAJE

Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales des Hautes-Pyrénées.

PREAMBULE

La loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 « **Pour une École de la confiance** » traduit une ambition éducative de formation de l'élève :

- En portant l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans, l'article 11 de la loi Pour une École de la confiance s'inscrit dans la tradition républicaine des lois scolaires de la République : à la fin du XIXe siècle, l'obligation d'instruction fut un des actes fondateurs de la République. L'obligation d'instruction pour tous les enfants dès l'âge de 3 ans est la concrétisation de cette ambition républicaine portée par le Gouvernement.
- En portant l'instruction obligatoire à 3 ans consacrant, d'une part, l'importance pédagogique de l'école maternelle dans le système éducatif français et d'autre part, le rôle décisif de l'enseignement pré-élémentaire dans la réduction des inégalités dès le plus jeune âge. À partir de la rentrée 2019, tous les enfants âgés de 3, 4 et 5 ans sont concernés par l'obligation d'instruction. Tous ces enfants doivent donc désormais être inscrits dans une école ou une classe maternelle, publique ou privée, sauf si leurs parents ou responsables légaux déclarent qu'ils l'instruisent ou le font instruire dans la famille.
- En permettant d'engager à la fois une transformation profonde de l'accompagnement des élèves en situation de handicap et une amélioration significative des conditions de recrutement, de formation et de travail de leurs accompagnants qui créent les bases d'un véritable service public de l'École inclusive. Ce service permet à l'éducation nationale et aux collectivités territoriales de s'associer par convention en vue d'un recrutement commun d'accompagnants. Cette généralisation du principe du "second employeur" permettra aux accompagnants qui le souhaitent d'augmenter leur temps de travail moyen et garantira aux élèves une meilleure continuité de leur accompagnement entre les temps scolaire et périscolaire. La loi Pour une École de la confiance crée, dans l'enseignement public et privé sous contrat, des Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés (PIAL). Ils constituent une nouvelle forme d'organisation de l'accompagnement des élèves visant à améliorer la coordination des aides (humaines, éducatives et thérapeutiques) et à faciliter la gestion des accompagnants. Ainsi, tout au long de l'année scolaire, l'accompagnement organisé au sein des PIAL permettra de mieux prendre en compte l'évolution des besoins pédagogiques des élèves accompagnés, les événements scolaires (périodes de stage, sorties, voyages) et les aléas de gestion (absence d'un accompagnant ou d'un élève accompagné).
- En permettant le regroupement au sein d'une structure juridique unique de classes des premier et second degrés qui renforcera la gouvernance et la gestion de ces établissements en favorisant la mutualisation des moyens de fonctionnement, des installations sportives ou des moyens consacrés aux activités périscolaires au service de projets éducatifs ambitieux, notamment en recrutant des professeurs associés disposant de qualifications spécifiques. L'initiative de la création d'un EPLEI revient aux collectivités territoriales, communes, établissements publics de coopération intercommunale, départements et régions, au travers de la convention constitutive, afin de correspondre au contexte et aux enjeux socio-économiques locaux. La création d'un EPLEI peut favoriser, par le biais du développement d'une scolarisation internationale, la constitution d'un vivier de futurs professionnels dont les compétences (linguistiques, multilingues, culturelles, etc.) seront des atouts pour les territoires, mais également contribuer à leur attractivité économique.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, modifiant l'article L212-3 du code de l'Éducation : « Dans les départements dont le territoire comprend des zones de montagne délimitées conformément à la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, la mise en œuvre de la carte scolaire permet l'identification des écoles publiques ou des réseaux d'écoles publiques qui justifient l'application de modalités spécifiques d'organisation scolaire, notamment en termes de seuils d'ouverture et de fermeture de classe, au regard de leurs caractéristiques montagnardes, de la démographie scolaire, de l'isolement, des conditions

d'accès et des temps de transports scolaires. Le nombre d'enseignants du premier degré affectés à chaque département par le recteur d'académie est déterminé en prenant en compte les effectifs scolaires liés à la population des saisonniers ».

Le présent plan d'action s'inscrit dans la continuité des travaux réalisés au titre des protocoles couvrant respectivement les périodes 2014/2017 et 2017/2020 réaffirmant l'existence d'une offre éducative de qualité et de proximité qui est un enjeu essentiel de l'attractivité et du développement économique et social local. L'État réaffirme la priorité nationale permettant d'assurer l'équité territoriale pour un maintien d'une école de qualité sur l'ensemble du territoire et favorisant la réussite scolaire des élèves.

A/ LES ELEMENTS DE CONTEXTE

La poursuite de la démarche initiée par les précédents protocoles 2014-2017 et 2017-2020 paraît nécessaire à l'ensemble des acteurs tous consultés pour établir le bilan et dresser des perspectives à la fois parce que la méthode a prouvé son efficacité mais aussi parce qu'il reste des territoires sur lesquels il conviendrait de travailler au cours des prochaines années.

Fondé à partir de constats partagés par les acteurs du territoire des Hautes-Pyrénées et les services de l'État, le plan d'action exprime un objectif qui a pour objet de poser les principes qui président au travail sur l'organisation du tissu scolaire du département. En effet, l'école peut désormais être envisagée comme étant celle du territoire et non plus seulement celle de la commune. Les EPCI au nombre de 9 dans les Hautes-Pyrénées (auxquels s'ajoute le SIMAJE) se sont pour certains emparés de la compétence scolaire. Tous sont favorables à servir de socle à la réflexion collective.

Il s'agit de faire fonds sur la méthode de travail retenue lors de la mise en œuvre des précédents protocoles

Ce plan d'action sera applicable dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2021.

Le plan est signé pour une période de quatre ans (Rentrée 2021/Rentrée 2025). Il permet de donner de la lisibilité sur une durée autorisant notamment des plans de financement pluriannuels avec des opérations successives sur un même territoire. Au terme des quatre années, une évaluation sera conduite par le comité de pilotage départemental. Chaque année, un bilan intermédiaire sera dressé par ce même COPIL.

Des modifications pourront également être apportées par voie d'avenant et d'un commun accord, étant précisé que les textes de portée nationale issus de la loi ou du règlement, sont susceptibles de se substituer, de fait, à tout ou partie du plan.

B/LE BILAN DU PLAN D'ACTION 2017-2020

Un bilan des actions conduites pendant ces trois années scolaires a été réalisé. Des réunions de travail ont été organisées localement. Le comité de pilotage départemental a été réuni chaque année permettant le suivi.

EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES ECOLES PUBLIQUES

DU DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES

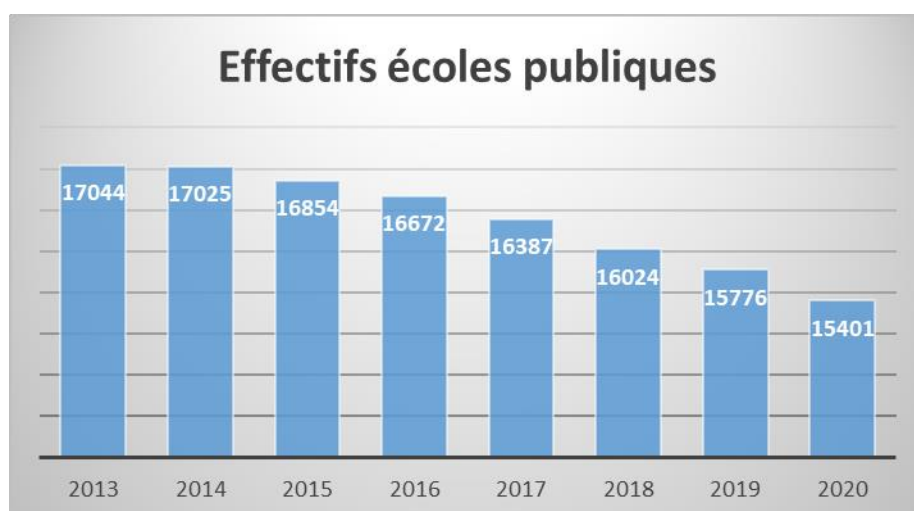
- ☐ De 2017 à 2020, un constat avec près de **1000 élèves de moins** dans les écoles publiques du département., 2000 élèves en moins sur la période 2013/2021.
- ☐ En 2020, **227 écoles** (259 en 2017)

La diminution du nombre d'écoles (32) est essentiellement consécutive aux fusions (entre maternelle et élémentaire d'une même commune), création de RPI concentrés (ex: Dours) ou RPI dispersés à direction unique conservant des « sites écoles » (ex: Siradan/Saléchan).

- ☐ En 2020, **755 classes** (768 classes en 2017).

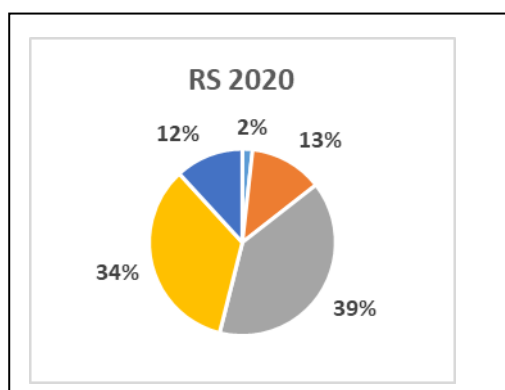
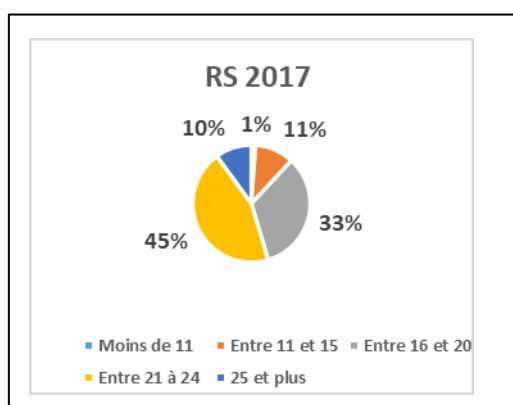
	2017	2018	2019	2020	Total
Liées à une fusion	1	4	12	1	18
Liées à un RPI concentré	0	1	3	0	4
Liées à RPI à direction unique - transformation en "Site école"	0	0	6	2	8
Autres	0	2	0	0	2
Total	1	7	21	3	32

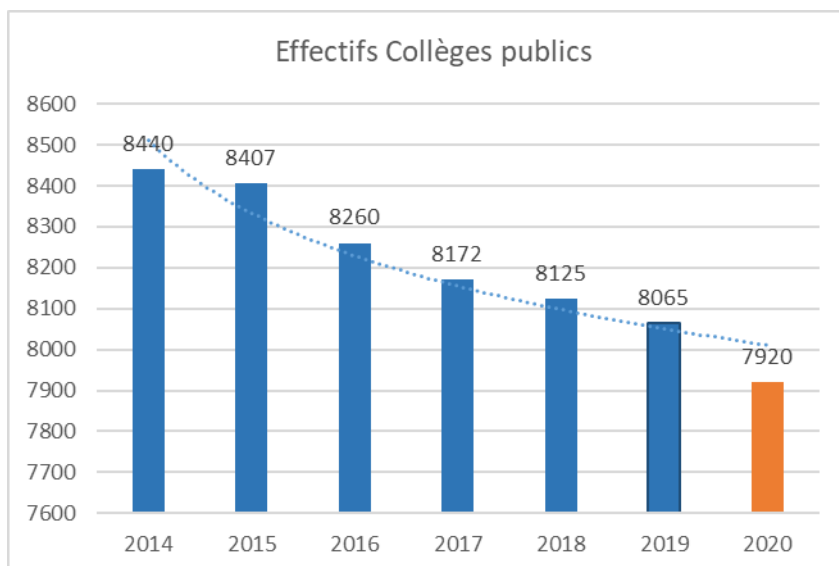
*Campuzan et Anclades (Lourdes)



- ❑ En 2020, le rapport E/C (nombre d'élèves par classe) brut du département des Hautes Pyrénées est de 20,39 (21,33 en 2017). Ce rapport E/C peut être assez variable d'un territoire à un autre et d'une commune à une autre en fonction des spécificités géographiques et/ou démographiques.
- ❑ En 2020, plus de la moitié des écoles du département (54%) ont un rapport E/C inférieur ou égal à 20 (45% en 2017)

POURCENTAGE D'ÉCOLES PAR E/C (Nombre d'élèves par classe)





- ❖ Pendant toute la période du plan a été réalisée une réflexion continue menée par territoire au travers de réunions de travail réunissant suivant le contexte, représentants de l'état, élus (président des EPCI, maires), enseignants...:

- Quelques rencontres:

- ❖ CC Pays de Trie et du Magnoac (juillet 2018 et sept 2020)
- ❖ CC Plateau de Lannemezan (mai 2018 et nov 2019)
- ❖ CC Haute Bigorre (Mai 2018)
- ❖ CC Aure Louron (nov 2019)
- ❖ CC Val d'Arros (juin 2018 et sept 2020)
- ❖ CC Pyrénées Vallée des Gaves (juin 2018 et nov 2019)
- ❖ CC Nestes Barousse 1(mars 2018, sept 2018, oct 2019 et sept 2020)
- ❖ CC Adour Madiran (déc 2017 et sept 2020)

- COPIL :

- ❖ 01/12/2017
- ❖ 17/12/2018
- ❖ 25/11/2019
- ❖ 07/12/2020

LES POINTS SAILLANTS DU TRAVAIL REALISE

La démarche s'est appuyée sur un diagnostic partagé de la situation du territoire départemental dans son ensemble, des territoires infra départementaux et de chaque école dans sa particularité.

Un tableau de bord départemental a été constitué.

Le territoire pertinent retenu par principe est plutôt celui de l'intercommunalité. Il correspond, que celle-ci ait ou non la compétence scolaire, au territoire dans lequel les évolutions éventuelles du réseau d'écoles sont utilement travaillées.

<i>EMPLOIS DU 1^{ER} DEGRE :</i>	<i>Solde des moyens du 1^{er} degré en ETP pour le département</i>	<i>Postes qui auraient pu être retirés au regard de l'évolution démographique avec maintien du P/E</i>
Rentrée 2018	-8.5	-15
Rentrée 2019	-5	-12
Rentrée 2020	0	-17
	-13.5	-44

L'usage et les équipements numériques ont considérablement évolué, notamment dans les collèges grâce aux efforts conjoints de l'Etat et du Département dans le cadre des opérations nationales.

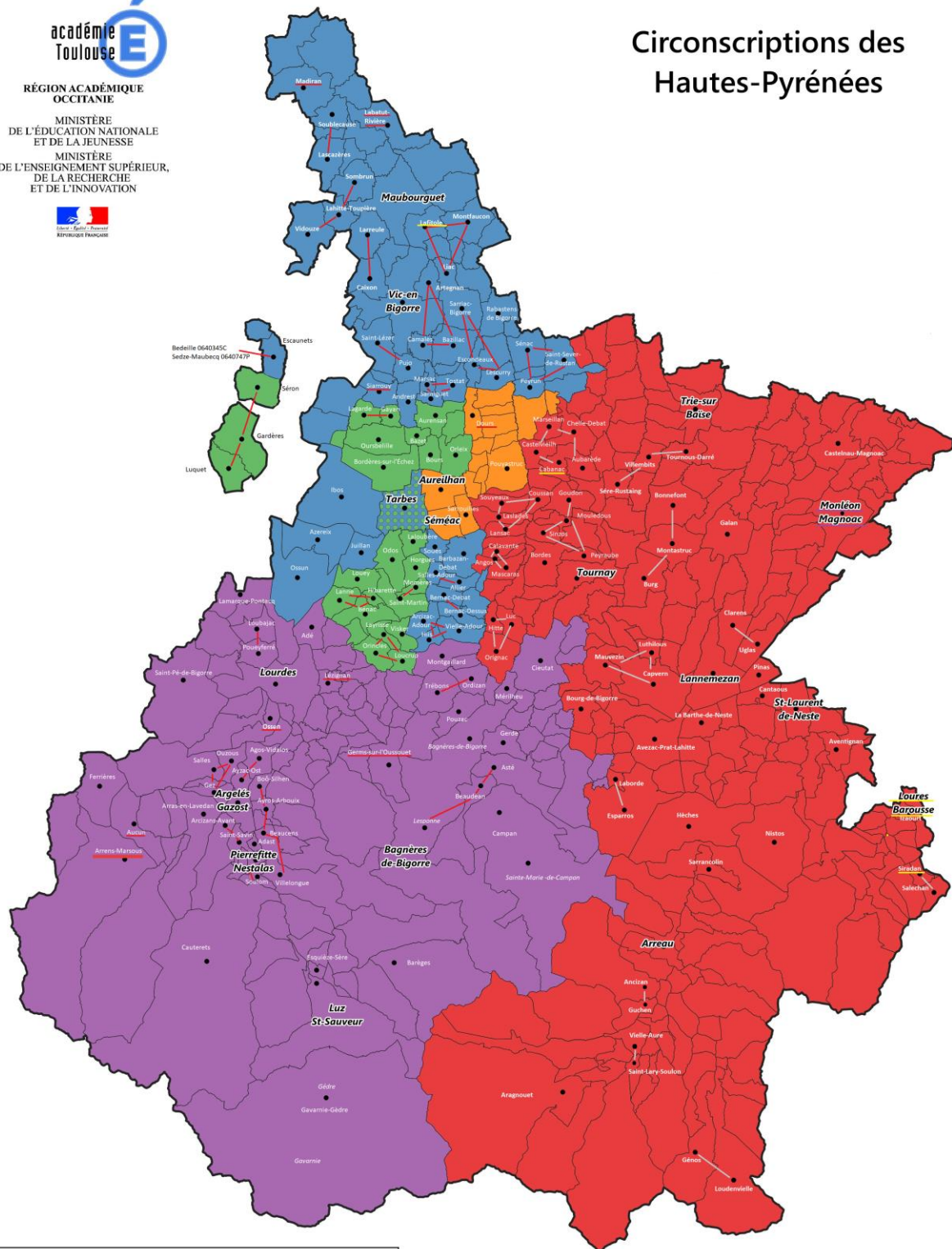
Les structures Petite Enfance se sont développées.

L'ensemble du réseau des collèges publics a été maintenu.

L'Etat a accompagné par un engagement financier exceptionnel les investissements sur les opérations immobilières:

De 2017 à 2020	DETR	DSIL	Total
CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées	1 523 830,96 €	202 804,00 €	1 726 634,96 €
CC Adour-Madiran	241 589,00 €	190 000,00 €	431 589,00 €
CC Aure-Louron	100 000,00 €	60 000,00 €	160 000,00 €
CC Haute Bigorre	622 363,00 €	150 000,00 €	772 363,00 €
CC Neste Barousse	271 037,00 €	341 000,00 €	612 037,00 €
CC Pays de Trie et du Magnoac	280 000,00 €	70 410,00 €	350 410,00 €
CC Plateau de Lannemezan	479 368,00 €	50 000,00 €	529 368,00 €
CC Pyrénées Vallée des Gaves	294 282,00 €	431 818,00 €	726 100,00 €
CC Val d'Arros	696 479,00 €	124 100,00 €	820 579,00 €
SIMAJE de Lourdes	208 000,00 €	0,00 €	208 000,00 €
	4 716 948,96 €	1 620 132,00 €	6 337 080,96 €

Circonscriptions des Hautes-Pyrénées

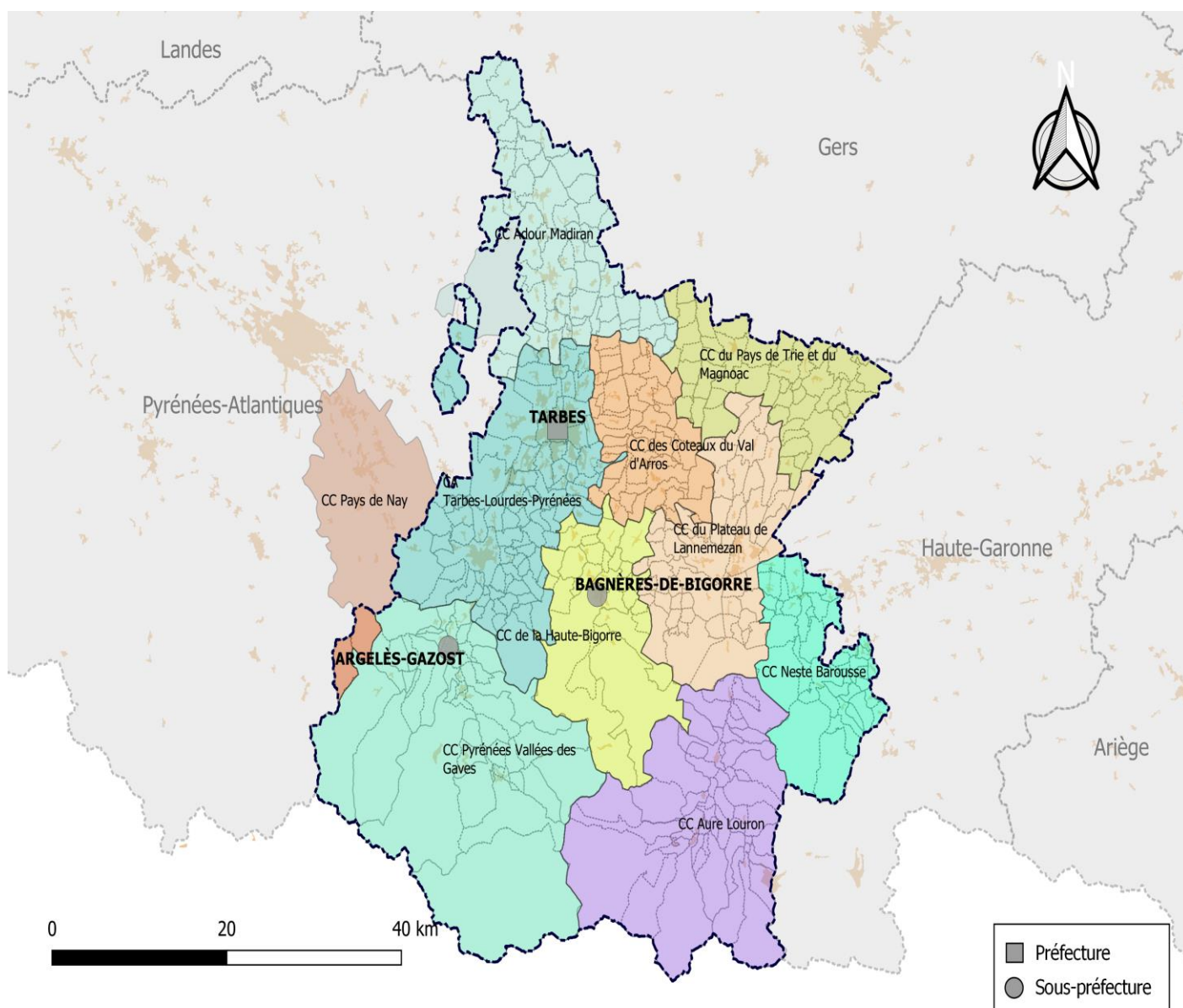


circonscriptions	Communes avec école
0650054F - Lannemezan	•
0651042E - Tarbes Val d'Adour Madiran	
0651044G - Tarbes Centre Sud	
0651046J - Lourdes-Bagnères-de-Bigorre	
0651098R - Tarbes ASH Séméac	

Fonds : ©IGN - BDTopo®
 Source : DOS65



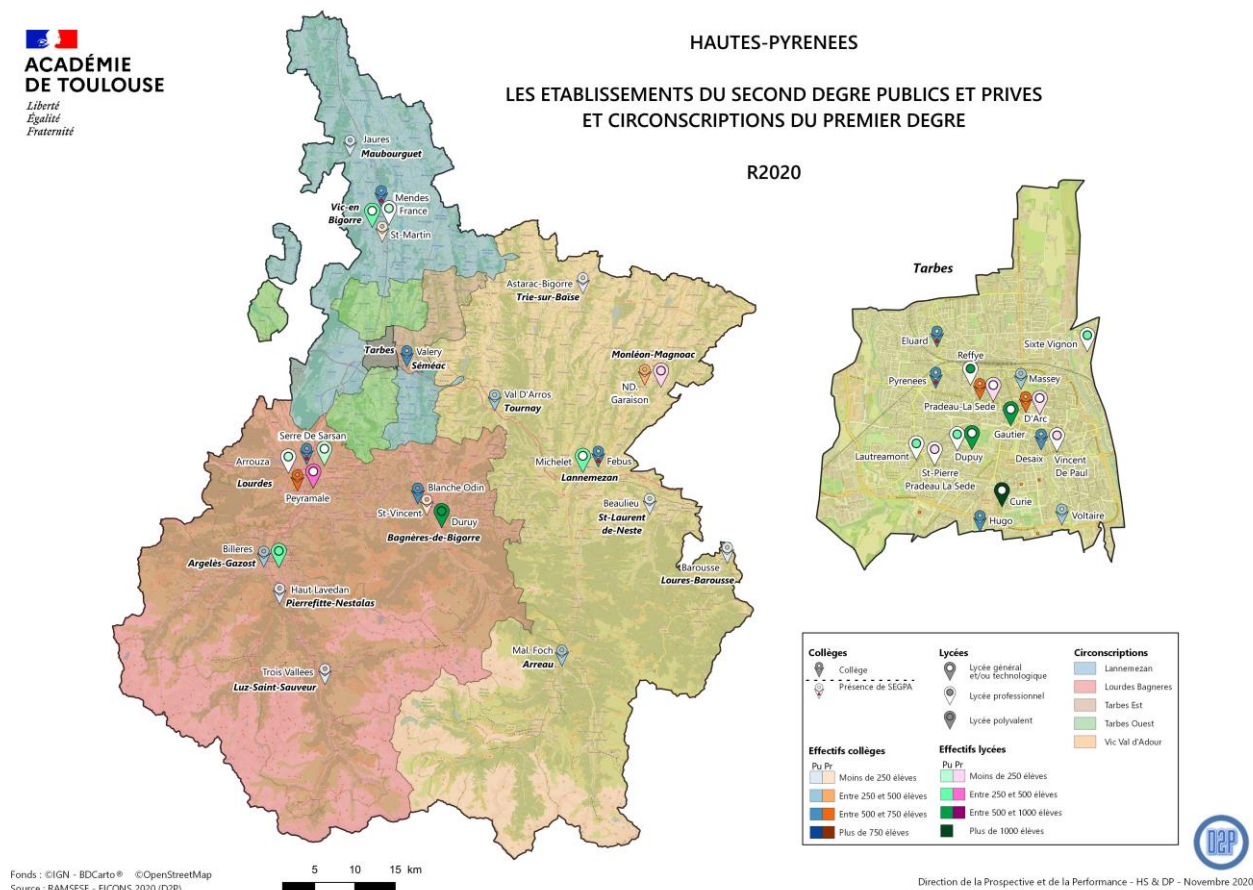
Direction de la Prospective et de la Performance - MM - 29/11/2020



Les E.P.C.I. des Hautes-Pyrénées

LES ETABLISSEMENTS DU SECOND DEGRE PUBLICS ET PRIVES
ET CIRCONSCRIPTIONS DU PREMIER DEGRE

R2020



LA DEMARCHE : DES REUNIONS AVEC CHAQUE TERRITOIRE

Sur la base du tableau de bord, des territoires peuvent être identifiés comme nécessitant une réflexion partagée avec les acteurs locaux sur l'organisation du tissu scolaire.

Des temps de concertation à l'échelon local sont organisés dans un calendrier différent de celui du strict calendrier de travail annuel sur la carte scolaire.

Ces réunions réunissent l'ensemble des acteurs concernés : services académiques, élus, enseignants, parents, membres du comité de pilotage

Elles ont pour objectif d'explicitier la démarche, de partager avec les acteurs locaux les analyses menées, d'évaluer les évolutions envisageables, d'engager le travail de réflexion sur un territoire donné, d'accompagner les projets déjà engagés, de fixer des échéances.

UN COMITE DE PILOTAGE

Un comité de pilotage composé de représentants de l'ensemble des acteurs du territoire.

Par délégation de Monsieur le Recteur, sous la co-présidence de Monsieur le préfet et de Monsieur l'inspecteur d'académie, il est composé comme suit :

- Le Préfet ou son représentant,
- L'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux
- Les parlementaires,
- Le président de l'association des maires,
- Le président de l'association des maires ruraux
- Le président du conseil départemental
- Les présidents des EPCI et du SIMAJE
- Le directeur de la Caisse d'Allocations Familiales,
- Les représentants des personnels (organisations syndicales représentées au Comité Technique Spécial Départemental),
- Les représentants de parents d'élèves.

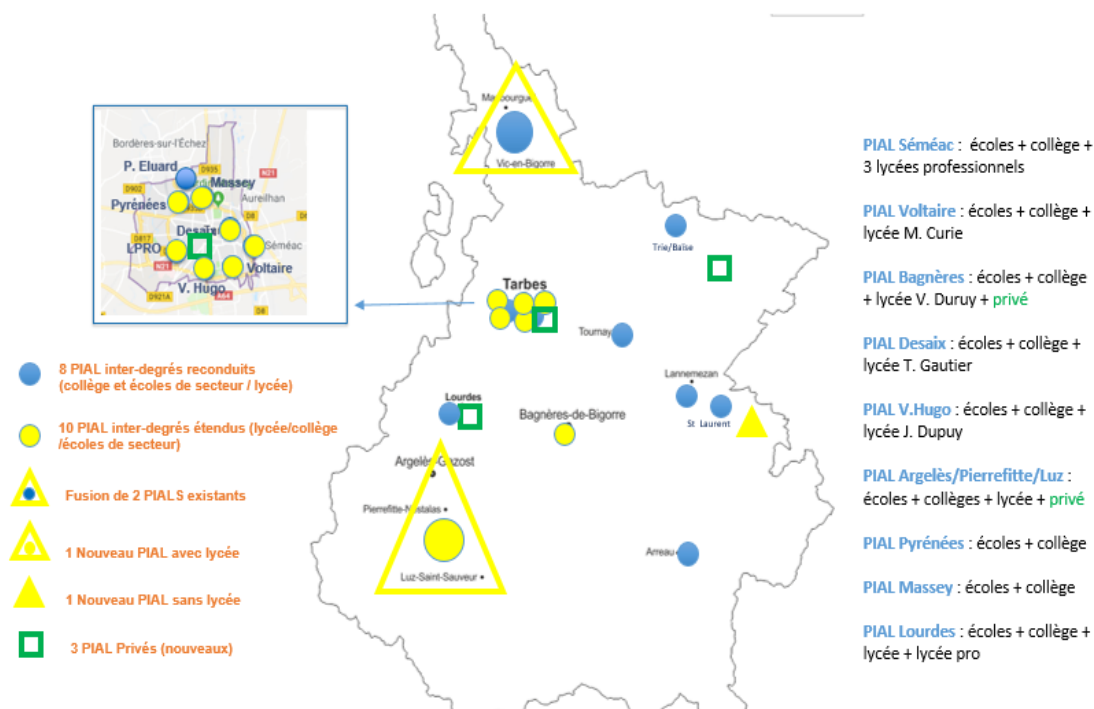
Il est réuni au moins une fois chaque année à des fins de bilan et perspectives. Il peut aussi être convoqué à la demande de la majorité des membres le composant. Il assure le suivi des démarches engagées et propose des évolutions. Ses membres participent aux réunions qui se déroulent dans les territoires. Il n'a pas de pouvoir décisionnel.

C/LES OBJECTIFS

LES LEVIERS PRINCIPAUX

- Favoriser la mise en réseau des écoles et des équipes pour constituer un réseau de territoire et favoriser la dynamique partenariale incluant les collèges. Dans le cadre du concept de maison de l'éducation, mettre en place :
 - Un réseau d'écoles structurant et stable indispensable à l'équilibre et à l'attractivité du territoire.
 - Une école-centre : de l'école de village à l'école de territoire
 - Une école de territoire intégrée à un pôle de services essentiels à la population (école, mode de garde d'enfants, lieu de 1^{er} accueil, bibliothèque)
- Garantir la réussite de tous les élèves avec
 - L'acquisition pour tous des savoirs fondamentaux
 - Pour l'école maternelle, la scolarisation des enfants de 3 ans et plus et dans certains secteurs favoriser l'accueil des moins de 3 ans
 - Le dédoublement des classes de CP et CE1 dans le réseau d'éducation prioritaire et une moyenne des effectifs à 24 élèves au maximum en grande section, CP et CE1.
- Améliorer l'accès au numérique et l'ouverture culturelle
- Accompagner l'inclusion des élèves en situation de handicap à partir des Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés (PIAL)

Cartographie des PIAL à la rentrée 2020



Ces leviers peuvent être précisés par les principes directeurs suivants, guidés par des préoccupations éducatives et pédagogiques :

- prendre en compte la géographie et les temps de transport,
- accueillir les publics les plus fragiles : élèves allophones nouvellement arrivés, enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs, enfants en situation de handicap, élèves du réseau d'éducation prioritaire.
- optimiser le lien scolaire-périscolaire (projet éducatif territorial – PEDT, parcours d'éducation artistique et culturelle - PEAC, développement de ressources communes).

LES POINTS DE REFERENCE

- Le nouveau plan s'étendra sur la période: 2021/2024, soit 4 rentrées scolaires, permettant une mise en œuvre programmée des objectifs.
- Un travail concerté associant étroitement les collectivités territoriales et s'appuyant sur les EPCI.
- Le renforcement des équipements numériques avec la mise en œuvre d'un Espace Numérique de Travail pour les écoles.
- Un engagement précis pour certaines écoles isolées
- Une planification programmée par territoire des opérations immobilières
- Un avenant au plan départemental pour chaque territoire correspondant aux EPCI permettant de disposer d'un tableau de bord et d'indicateurs et la définition d'objectifs concertés. L'avenant pourra être actualisé au cours de la période couvrant le plan d'action.
- Un réseau de collèges publics offrant la possibilité d'un lieu d'accueil de proximité
- Une organisation territoriale du réseau scolaire prenant en compte les conventions territoriales globales de la CAF.
- La mise en œuvre de conventions avec les collectivités territoriales autour des PIAL pour faciliter l'inclusion dans le cadre des PIAL

UNE REPONSE PEDAGOGIQUE AMELIOREE QUI PERMETTE DE

- mieux prendre en compte la scolarisation des plus jeunes enfants
- d'optimiser les apprentissages des plus jeunes élèves (GS, CP et CE1) avec la mise en œuvre des classes dédoublées ou à effectifs allégés
- mettre en place les classes de cycle (y compris via une fusion d'écoles ou dans le cadre d'un RPI)
- renforcer le travail d'équipe entre enseignants
- faciliter le remplacement
- favoriser l'usage du numérique et permettre la continuité scolaire en toute circonstance
- faciliter le travail de pilotage pédagogique du directeur (grâce à une quotité de décharge plus importante)

ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES SIGNATAIRES

Les associations des maires des Hautes-Pyrénées:

Les associations des maires des Hautes-Pyrénées, qui assurent une représentation pluraliste des collectivités locales, ont pour mission aux côtés de l'Éducation nationale, de sensibiliser les élus à l'évolution des écoles sur l'ensemble du département pour:

- Une approche qualitative et quantitative des conditions de scolarisation dans le cadre d'une politique d'aménagement des territoires,
- Une évolution vers des maisons de l'éducation (concentrées ou non) dans l'intérêt de la population, des élèves et de leurs apprentissages. Les maisons de l'éducation seront co-construites dans le cadre du dialogue avec les acteurs du territoire. Elles pourront permettre le regroupement de

plusieurs services périscolaires (restauration, garderie, centre de loisirs), autour de la petite enfance (crèche, halte-garderie), associatifs, bibliothèque, ...

- Un accompagnement, en concertation avec les élus des territoires, des réorganisations d'écoles dans l'intérêt pédagogique des élèves,
- Un aménagement numérique et une connexion au haut débit des écoles.
- Une inclusion réussie des élèves en situation de handicap

Le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées :

Le Département affirme sa volonté de maintenir un réseau de collèges publics sur l'ensemble du territoire des Hautes-Pyrénées avec:

- l'engagement de poursuivre l'équipement numérique des collèges publics des Hautes-Pyrénées dans le cadre du Plan Numérique pour l'Éducation,
- l'engagement de faciliter en concertation et avec l'accord des collectivités concernées, la réorganisation du réseau des écoles dans le cadre du concept de maison de l'éducation,
- l'engagement de participer au programme de développement des internats du XXIème siècle avec la labellisation du collège Beaulieu de Saint-Laurent-de-Neste au titre d'internat d'excellence dans le cadre du plan de relance
- l'engagement d'accompagner les collectivités qui réalisent des travaux dans les écoles au titre des économies d'énergie et de restructuration.

L'Éducation nationale :

engage tous les moyens qu'elle délègue aux écoles et collèges publics du département des Hautes-Pyrénées pour la réussite de tous les élèves. Pour y parvenir, le plan d'action :

- permet de donner des perspectives pluriannuelles aux élus, aux parents et aux personnels,
- sera pris en compte dans le cadre de la répartition des emplois entre les départements au niveau académique afin d'atténuer l'effet mécanique de la baisse des effectifs, tout en ne figeant pas les mouvements de postes sur l'ensemble du département,
- garantit, pendant sa durée et dans la mesure où les effectifs sont constants, le maintien des emplois pour les écoles où une réorganisation est engagée,
- favorise dans le cadre d'un dialogue annuel conduit avec les élus locaux un travail de détermination précis des lieux/périmètres, comme devant faire l'objet d'une attention particulière,
- permet d'engager à la fois une transformation profonde de l'accompagnement des élèves en situation de handicap et une amélioration significative des conditions de recrutement, de formation et de travail de leurs accompagnants qui créent les bases d'un véritable service public de l'École inclusive. Ce service permet à l'éducation nationale et aux collectivités territoriales de s'associer par convention. Les PIAL seront confortés. Le réseau des ULIS permettra l'accueil de tous les élèves recevant une notification. Le comité départemental pour l'école inclusive favorisera la concertation entre les différents acteurs du handicap (ARS/Education Nationale/MDPH/Associations pour le handicap/représentants des élus).
- prend en compte l'accompagnement des élèves en difficulté grâce aux dispositifs d'aide de l'Éducation nationale, notamment les RASED,
- contribue au développement de dispositifs pédagogiques permettant de répondre aux besoins des élèves via un ENT (espace numérique de travail) premier degré. Les écoles pourront bénéficier du label « Ecole numérique ».
- s'appuie sur la formation initiale et continue des professeurs des écoles, afin d'amplifier la dynamique de classe, l'émulation des élèves, le travail collectif des professeurs des écoles et

l'évolution des gestes/pratiques professionnels. Le principe des ateliers et constellations est mis en œuvre sur l'ensemble du territoire.

- participe au conseil des représentants des collectivités locales réuni par la préfecture sur la politique d'investissement à conduire au regard des besoins scolaires,
- assure le maintien des écoles suivantes ouvertes si les acteurs du territoire le souhaitent:
 - Nistos
 - Barèges
 - Ferrières
 - Mérilheu
 - Germs-sur-l'Oussouet
- permet aux directeurs d'école de bénéficier de décharges de service d'enseignement sur la base du nombre de classes totales pour la nouvelle école y compris dans le cadre d'une organisation multi-sites.
- accompagne favorablement les deux dispositifs de scolarisation des enfants de moins de 3 ans à Maubourguet (au titre de la ruralité) et Aureilhan (au titre de la politique de la ville).

La Préfecture des Hautes-Pyrénées et ses services :

- Apportent un appui financier prioritaire aux projets de fusion d'écoles, de constructions d'écoles, (bâtiment, équipement numérique...), de création de maison de l'éducation dans le cadre de la mobilisation des crédits disponibles, notamment de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et au titre du plan de relance.
- Fournissent un accompagnement dans l'élaboration et le suivi des projets éducatifs de territoire (PEDT)
- Associent les services de l'éducation nationale à la concertation sur les projets de dotation financière pour l'immobilier scolaire, notamment dans le cadre du conseil départemental des représentants des collectivités locales qui détermine les priorités annuelles.

La Caisse d'Allocations Familiales des Hautes-Pyrénées :

- Accompagne les dispositifs complémentaires pour la scolarisation des enfants de moins de trois ans en appui financier et en mobilisant des acteurs locaux de la petite enfance (collectivités locales, crèches, assistantes maternelles, accueils de loisirs sans hébergement maternels ...), notamment dans le cadre des conventions territoriales globales.
- Impulse et soutient les dynamiques permettant d'optimiser l'articulation entre tous les temps de l'enfant, permettant de garantir la continuité éducative entre les projets d'école et les activités périscolaires, avec une vigilance particulière pour les enfants porteurs de handicap.

Les EPCI :

- Participent à l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire scolaire à partir d'une analyse concertée avec les différents acteurs, sur la base d'indicateurs partagés.
- Favorisent la réussite des parcours de tous les élèves et contribuent à leur enrichissement dans l'organisation des transports, dans l'équipement numérique des écoles, dans les projets culturels
- Intègrent le cas échéant dans le cadre des conventions territoriales globales avec la CAF la logique de parcours de la petite enfance jusqu'au collège prenant en compte la scolarisation.
- Participent à la réflexion sur les maisons de l'éducation.
- Conventionnent avec l'éducation nationale lorsque leur compétence les y autorise, afin d'assurer un recrutement commun d'accompagnants (AESH) au titre de l'inclusion pour les élèves porteurs d'un

handicap. Cette généralisation du principe du "second employeur" permettra aux accompagnants qui le souhaitent d'augmenter leur temps de travail moyen et garantira aux élèves une meilleure continuité de leur accompagnement entre les temps scolaire et périscolaire.

Les signataires s'engagent à favoriser la démarche définie par le présent plan d'action et à participer, dans le respect de leurs prérogatives et compétences respectives, à l'atteinte des objectifs fixés.

Signé à Tarbes, le

<p>Mostafa FOURAR</p> <p>Recteur de l'Académie de Toulouse</p>	<p>Rodrigue FURCY</p> <p>Préfet des Hautes - Pyrénées</p>
<p>Maryse CARRERE</p> <p>Sénatrice des Hautes - Pyrénées</p>	<p>Viviane ARTIGALAS</p> <p>Sénatrice des Hautes-Pyrénées</p>
<p>Jeanine DUBIE</p> <p>Députée des Hautes-Pyrénées</p>	<p>Jean-Bernard SEMPASTOUS</p> <p>Député des Hautes-Pyrénées</p>
<p>Michel PELIEU</p>	<p>Thierry AUMAGE</p>

<p>Président du conseil départemental des Hautes - Pyrénées</p>	<p>Inspecteur d'académie Directeur académique des services de l'éducation nationale des Hautes-Pyrénées</p>
<p>Gérard CLAVE</p> <p>Président de l'association des maires ruraux des Hautes- Pyrénées</p>	<p>Jean NADAL</p> <p>Représentant l'association des maires des Hautes-Pyrénées</p>
<p>Gérard TREMEGE</p> <p>Président de l'agglomération Tarbes-Lourdes- Pyrénées</p>	<p>Frédéric RE</p> <p>Président de la communauté de communes Adour-Madiran</p>
<p>Noël PEREIRA DA CUNHA</p> <p>Président de la communauté de communes Pyrénées Vallées des Gaves</p>	<p>Philippe CARRERE</p> <p>Président de la communauté de communes Aure- Louron</p>

<p>Bernard PLANO</p> <p>Président de la communauté de communes du Plateau de Lannemezan</p>	<p>Cédric ABADIA</p> <p>Président de la communauté de communes des Côteaux du Val d'Arros</p>
<p>Gérard BARTHE</p> <p>Président de la communauté de communes du Pays de Trie et du Magnoac</p>	<p>Jacques BRUNE</p> <p>Président de la communauté de communes de la Haute-Bigorre</p>
<p>Yoan RUMEAU</p> <p>Président de la communauté de communes Neste-Barousse</p>	<p>Thierry LAVIT</p> <p>Président du SIMAJE</p>
<p>Bertrand PERRIOT-BOCQUEL</p>	

Directeur de la C.A.F. des Hautes-Pyrénées	
---	--